



CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

Impression des ouvrages UGA Editions (2 lots)

**Université Grenoble Alpes
UGA EDITIONS
CS 40700
38400 Saint Martin d'Hères**

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	3
1.1 - Objet du contrat	3
1.2 - Décomposition du contrat	3
1.3 - Type d'accord-cadre	3
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande	3
1.5 - Réalisation de prestations similaires	4
2 - Pièces contractuelles	4
3 - Confidentialité et mesures de sécurité	4
4 - Durée et délais d'exécution	5
4.1 - Durée du contrat	5
4.2 - Reconduction	5
5 - Prix	5
5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	5
5.2 - Modalités de variation des prix	5
5.1.2 - Indice de référence	6
6 - Garanties Financières	6
7 - Avance	6
7.1 - Conditions de versement et de remboursement	6
7.2 - Garanties financières de l'avance	6
8 - Modalités de règlement des comptes	7
8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs	7
8.2 - Présentation des demandes de paiement	7
8.3 - Délai global de paiement	7
8.4 - Paiement des cotraitants	8
8.5 - Paiement des sous-traitants	8
9 - Conditions d'exécution des prestations	8
9.1 - Matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire	8
9.2 - Bon à Tirer (BAT)	8
9.3 - Conditions de livraison	9
9.4 - Conservations éléments graphiques et techniques	10
10 - Constatation de l'exécution des prestations	10
10.1 - Vérifications	10
10.2 - Décision après vérification	10
11 - Garantie des prestations	11
12 - Pénalités	11
12.1 - Pénalités de retard	11
12.2 - Pénalité en cas de défaillance du titulaire	11
12.3 - Pénalité pour travail dissimulé	11
13 - Assurances	11
14 - Résiliation du contrat	12
14.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre	12
14.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	12
15 - Règlement des litiges et langues	12
16 - Dérogations	12
17 - Clauses Techniques	13

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) concernent : **Les prestations d'impression des ouvrages UGA Editions (2 lots).**

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

Lieux d'exécution :

La livraison pourra avoir lieu soit à un seul endroit (30 % des cas), à savoir dans les locaux d'UGA Editions (38) ou chez le diffuseur SODIS (77), soit à ces deux endroits (70 % des cas), ou exceptionnellement à trois endroits différents (le troisième endroit étant chez un partenaire du livre imprimé, dont les coordonnées seront indiquées dans le bon de commande).

1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 2 lots :

Lot(s)	Désignation
01	Impression numérique (pour les petites quantités) : de 50 à 1000 exemplaires, pour 4 formats différents, NB & quadrichromie.
02	Impression offset (pour les grandes quantités) : de 1100 à 2000 exemplaires pour 4 formats différents, NB & quadrichromie.

Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre attribué à un seul opérateur économique.

1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du titulaire.
- La date et le numéro du marché ;
- La date et le numéro du bon de commande ;
- La nature et la description des prestations à réaliser ;
- Les délais de livraison ;
- Les lieux de livraison des prestations et la répartition des quantités ;
- Le montant du bon de commande ;
- La date d'envoi des fichiers PDF pour le Bon à tirer ;
- Les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.

La durée maximale d'exécution des bons de commande sera de 3 mois.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires ; ils seront envoyés par mail. Le titulaire doit en accuser réception dans un délai de 48 heures ouvrées.

Si 48 heures après l'envoi du bon de commande, hors week-end et jours fériés, le titulaire n'a pas accusé réception du bon de commande, il est réputé avoir refusé la commande et le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter les prestations par un tiers, aux frais et risques du titulaire, conformément à l'article 14.1 du présent document.

A titre informatif, les bons de commande sont envoyés généralement dans un délai maximum de 3 jours ouvrés, avant l'envoi des fichiers PDF pour l'élaboration des Bons à tirer (BAT), *néanmoins ce délai est susceptible de varier.*

1.5 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouvel accord-cadre pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes financières ;
- Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) de chaque lot ;
- Le Cahier des Clauses Particulières (CCP) commun aux 2 lots ;
- Pour chaque lot, la partie technique du Cadre de réponse, valant mémoire technique, pour chaque lot, remis par le titulaire au titre de son offre, portant sur :

✦ **La Qualité des échantillons : 2 échantillons pour le lot 1 et 1 échantillon pour le lot 2** (opacité du papier ; Intérieur : qualité de l'impression du texte ; Intérieur : qualité de l'impression des images ; Couverture : qualité d'impression ; qualité du façonnage) ;

✦ **Performances en matière de protection de l'environnement, pour les lots 1 et 2** (Type de papier et présence de labels environnementaux).

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Les réponses aux questions posées par les candidats lors de la consultation ;
- Les Bons de commandes ;
- Le ou les échantillon(s) remis par le titulaire, pour chaque lot (ceux-ci ayant valeur d'étalon) ;
- Le Cahier des Charges réceptions du diffuseur SODIS.

En cas de contradiction entre une/plusieurs clause(s) contenue(s) dans d'éventuelles conditions générales de vente remises par le titulaire dans son offre et les clauses établies par l'UGA, ces dernières prévalent.

3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Les informations et documents confidentiels ne peuvent être communiqués à des tiers sans l'accord préalable écrit de chaque partie pour ce qui la concerne. Les contractants s'engagent à faire respecter cette obligation de confidentialité par l'ensemble de leurs personnels, ainsi que par toutes personnes associées aux travaux intervenant dans le cadre du présent marché.

Tous les fichiers envoyés par le pouvoir adjudicateur au titulaire ne pourront en aucun cas être diffusés à un tiers ni en cours d'exécution du marché ni à son terme.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

4 - Durée et délais d'exécution

4.1 - Durée du contrat

Chaque accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an, à compter de la date de notification de chaque contrat.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande, conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre du lot concerné.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

4.2 - Reconduction

Chaque accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale de chaque contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur, au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre du lot concerné. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

Si le montant maximum de l'accord-cadre (par lot) est atteint avant la fin de la période prévue, il sera possible d'anticiper sa reconduction à la période suivante. Dans ce cas, la nouvelle période de la reconduction sera calculée en ajoutant la durée restante de la période en cours à la durée initiale de la reconduction.

5 - Prix

5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix renseignés dans le Bordereau des Prix Unitaires de chaque lot sont notamment réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autre frappant obligatoirement la prestation, les frais afférents au conditionnement, à la fourniture du papier ou autre support, au façonnage, à la manutention, au stockage, à l'emballage, à l'étiquetage, au transport, à la livraison, au chargement et déchargement des fournitures, à l'envoi du bon à tirer (numérique et papier).

5.2 - Modalités de variation des prix

Les prix de chaque accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois qui précède celui de la date limite de réception des offres ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés annuellement par application aux prix de l'accord-cadre du lot concerné, d'un coefficient Cn donné par les formules suivantes :

Lot(s)	Formules
01	$C_n = 0.0\% + 100.0\% (I_n / I_0)$
02	$C_n = 0.0\% + 100.0\% (I_n / I_0)$

selon les dispositions suivantes :

- *Cn* : coefficient de révision.
- *In* : valeur de l'indice de référence au mois *n*.
- *Io* : valeur de l'indice de référence au mois zéro.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'indice publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

5.1.2 - Indice de référence

L'indice de référence pour tous les lots, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'indice 010763802 « Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 17.1 – Pâte à papier, papier et carton ».

6 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

7 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option A du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

7.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Ce taux est fixé à 30,00 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

7.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

8 - Modalités de règlement des comptes

8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

8.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Mentions à porter sur les factures électroniques remises sur CHORUS PRO :

1/ Numéro d'identité du destinataire de la facture
N° SIRET de l'Université Grenoble Alpes : 130 026 081 00013

2/ Le code service : Aucun code service ne doit être renseigné.

8.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

8.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

8.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

9 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). Chaque accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon de commande.

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification par le biais du profil d'acheteur d'une décision, observation ou information faisant courir un délai n'est pas prévue.

Processus de remplacement d'une personne nommément désignée

Lorsque le titulaire s'engage sur l'intervention d'une personne physique, nommément désignée, et que cette personne n'est plus en mesure d'intervenir, son remplacement est effectué dans les conditions de l'article 3.4.3 du CCAG-FCS.

L'acheteur est informé sans délai de cet empêchement, et le titulaire propose un remplaçant dans un délai de 30 jours à compter de la date d'envoi de cette information.

9.1 - Matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire

Sans objet.

9.2 - Bon à Tirer (BAT)

Le pouvoir adjudicateur enverra les fichiers PDF au titulaire par mail ou lien de téléchargement (un fichier pour le déplié de couverture et un fichier pour l'intérieur).

Le BAT sera numérique sur les deux lots, néanmoins à la demande d'UGA Editions, le BAT pourra être papier sur certains ouvrages sur les deux lots. Aucun frais supplémentaire ne pourra être facturé, l'émission des BAT notamment papier ainsi que leur frais d'envoi par voie postale sont compris dans les prix renseignés dans le ou les BPU concerné(s).

Le titulaire devra envoyer le BAT numérique dans un délai maximum de 72 heures ouvrées, à compter de l'envoi du fichier PDF.

En cas de demande de BAT papier de la part du pouvoir adjudicateur, le titulaire devra envoyer ce BAT dans un délai maximum de 72 heures ouvrées (déplié de couverture en quadri) à compter de l'envoi du fichier PDF.

Le pouvoir adjudicateur validera le BAT numérique par mail dans un délai maximum de 48h ouvrées.

En cas de BAT papier, ce dernier sera également validé par mail dans un délai maximum de 48 heures ouvrées à compter de sa réception.

A titre exceptionnel, et après prise de rendez-vous avec le titulaire, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'effectuer une visite en atelier, pour assister au calage des machines sur certains ouvrages pour les deux lots. Cette visite sera aux frais du pouvoir adjudicateur.

Dans l'hypothèse où des demandes de corrections interviendraient sur le premier BAT (numérique ou papier), le titulaire devra envoyer de nouveau un BAT numérique et ce sans surcoût dans un délai de 48 heures ouvrées.

9.3 - Conditions de livraison

La livraison des ouvrages s'effectuera dans les conditions de l'article 20 du CCAG-FCS.

Chaque bon de commande fixera les modalités, les délais et le ou les lieux de livraison.

La livraison pourra avoir lieu soit à un seul endroit (30 % des cas), à savoir dans les locaux d'UGA Editions (38) ou chez le diffuseur SODIS (77), soit à ces deux endroits (70 % des cas), ou exceptionnellement à trois endroits différents (le troisième endroit étant chez un partenaire du livre imprimé, dont les coordonnées seront indiquées dans le bon de commande).

Les ouvrages seront livrés, par lot, dans des cartons sur palettes (Non Filmés).

1^{er} Lieu de livraison dans les locaux d'UGA Editions :

Adresse de livraison :

UGA Editions
Bâtiment LNT 3^{ème} étage
1300 Rue des résidences
38400 SAINT MARTIN D'HERES

Horaires de livraison :

Du lundi au vendredi, de 9h à 12h - de 14h à 16h, sauf fermeture le Mercredi.

Le transporteur devra prévenir UGA Editions de son arrivée en contactant le numéro suivant :

04 57 04 13 36 pour l'ouverture de la barrière.

2^{ème} Lieu de livraison chez le diffuseur SODIS :

Le titulaire devra se conformer au cahier des charges réception du diffuseur (transmis dans le dossier de consultation).

Dans tous les cas les frais d'emballage, de conditionnement, de transport et plus généralement tous les frais afférents à la livraison sont compris dans les prix renseignés par le titulaire dans le(s) BPU concerné(s) (pas de facturation supplémentaire).

3^{ème} Lieu de livraison :

Les coordonnées seront indiquées dans le bon de commande.

Le titulaire devra se conformer au cahier des charges réception du diffuseur (transmis dans le dossier de *Les ouvrages devront être livrés dans un délai de 3 semaines pour le lot n° 1 et 4 semaines pour le lot n° 2, à compter de l'envoi des fichiers PDF (selon les modalités de livraison définies dans le bon de commande).*

Lors de la livraison, le titulaire devra imprimer à ses frais et remettre un bordereau de livraison, par lieu de livraison, contenant les mentions suivantes :

En cas de livraison dans les locaux d'UGA Editions :

- L'expéditeur
- Les quantités par carton
- Le titre de l'ouvrage.

En cas de livraison chez le diffuseur, les mentions sont inscrites dans le cahier des charges réception SODIS.

9.4 - Conservations éléments graphiques et techniques

Le titulaire pourra sauvegarder sur la durée du marché les éléments de fabrication qui lui auront été communiqués, ceci pour des facilités de tirage.

Au terme du marché, tous les fichiers devront être restitués, sans modification, au Pouvoir adjudicateur dans un délai d'un mois. Aussi, les fichiers ne pouvant pas faire l'objet d'une restitution matérielle, notamment numériques, devront être détruits.

Les documents nécessaires à la fabrication remis au titulaire par les services commanditaires du Pouvoir adjudicateur sont et restent la propriété du Pouvoir adjudicateur.

10 - Constatation de l'exécution des prestations

10.1 - Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples sont effectuées au moment même de la livraison, conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG FCS. *Il s'agit d'un examen circonstancié à la conformité des prestations à la demande établie et au respect des clauses des documents de chaque accord-cadre.*

Les vérifications quantitatives et qualitatives approfondies seront effectuées, conformément aux articles 27 et 28.2 du CCAG-FCS, à l'exception d'une dérogation aux articles 28.2 et 30 du CCAG-FCS, au niveau du délai de vérification qui est de **30 jours maximum, à compter de la livraison.**

10.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS, *à l'exception d'une dérogation à l'article 30, portant sur le délai de décision tacite qui est de 30 jours maximum.*

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples et approfondies feront l'objet d'une seule décision.

Par ailleurs, conformément à l'article 30.3 du CCAG-FCS :

- le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'appliquer une réfaction, notamment en cas de non-respect de la commande (spécifications techniques, qualité et quantité des ouvrages), dont les modalités sont les suivantes : *le pouvoir adjudicateur fera appliquer la réfaction notamment en cas de non-respect de la commande (spécifications techniques, qualité et quantité des ouvrages). Le titulaire sera informé par le pouvoir adjudicateur, via mail ou courrier, du manquement et de l'application de la réfaction. La réfaction sera appliquée lors de la commande suivante.*

- si le titulaire ne présente pas d'observations dans les quinze jours (calendaires) suivant la décision d'admission avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée.

Conformément à l'article 30.5 du CCAG-FCS, dans l'hypothèse où les ouvrages livrés présenteraient des défauts, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de prononcer le rejet partiel ou total des prestations et de demander au titulaire la réimpression de la quantité défectueuse, et ce sans surcoût.

Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours (calendaires) pour formuler ses observations, à compter de la décision du pouvoir adjudicateur.

11 - Garantie des prestations

Aucune garantie n'est prévue.

12 - Pénalités

12.1 - Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, lorsque les délais contractuels d'exécution suivants sont dépassés, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, les pénalités suivantes :

Retard de livraison :

Lorsque le délai contractuel de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par semaine de retard (semaine entièrement écoulée) et après mise en demeure préalable non suivi d'effet, une pénalité fixée à 5 % du montant du bon de commande concerné les deux premières semaines, puis une pénalité de 10 % à compter de la troisième semaine de retard.

Retard dans la livraison du BAT :

Lorsque le délai de livraison du BAT est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et après mise en demeure préalable non suivi d'effet, une pénalité fixée à 20 €.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard est plafonné à 20,00 % du montant global de chaque bon de commande, pour chaque accord-cadre.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG- FCS, les pénalités de retard sont appliquées après mise en demeure adressée au titulaire et restée sans effet.

12.2 - Pénalité en cas de défaillance du titulaire

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire et ce notamment, si le titulaire n'est pas en mesure d'assurer une commande ou n'a pas accusé réception du bon de commande dans le délai indiqué à l'article 1.4 du présent document.

12.3 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de chaque accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 5,00 % du montant TTC de chaque accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

13 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours, à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

14 - Résiliation du contrat

14.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, en cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation, sauf la part de frais et investissements éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaire à son exécution.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché pour faute du titulaire, notamment en cas de défauts répétés et qui ont été signalés dans les conditions de l'article 10.2 du présent document ou si les prestations livrées ne correspondent pas aux prestations commandées (spécifications techniques, qualité et quantité des ouvrages, etc.).

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

14.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

15 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Grenoble est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

16 - Dérogations

- L'article 2 du CCP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021,
- L'article 10.1 du CCP déroge aux articles 28.2 et 30 du CCAG-Fournitures Courantes et Services 2021,
- L'article 10.2 du CCP déroge à l'article 30 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021,
- L'article 12.1 du CCP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021,
- L'article 12.1 du CCP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021,
- L'article 16.1 du CCP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021.

17 - Clauses Techniques

Caractéristiques des Ouvrages imprimés :

Le titulaire du marché s'engage à proposer les caractéristiques suivantes pour les ouvrages imprimés :

➤ Caractéristiques identiques à tous les formats :

- Couverture : 4 pages, impression quadri recto simple ;
- Intérieur : impression noir et blanc ou quadri (selon les ouvrages), papier offset 100 g/m² (ou équivalent) ;
- Façonnage : dos carré collé.

➤ Caractéristiques variant selon les formats, pour l'ensemble des lots :

Nécessité de 3 formats finis différents avec les caractéristiques suivantes :

Format fini	Papier et pelliculage de la couverture	Volume intérieur
12 x 18 cm (Format à la française)	Carte 1 face 250 g (ou équivalent) avec pelliculage mat	Jusqu'à 350 pages
14 x 21,5 cm (Format à la française)	Carte 1 face 250 g (ou équivalent) avec pelliculage mat, ainsi que (pour certains ouvrages) : Old Mill Premium blanc 250 g (ou équivalent) sans pelliculage	Jusqu'à 500 pages
16 x 24 cm (Format à la française)	Carte 1 face 250 g (ou équivalent) avec pelliculage mat	Jusqu'à 450 pages

Exigences en termes de qualité

- Opacité du papier :

Pas de transparence y compris au verso des pages contenant des illustrations.

- Qualité de l'impression du texte :

Densité du noir, netteté du texte (absence de flou ou de bavure, bords nets des lettres), homogénéité de l'encre (couleur noire bien régulière sur toutes les pages, pas de zones plus claires).

- Qualité de l'impression des images :

Images en niveaux de gris : bonne restitution des nuances, netteté des éléments graphiques même à petite taille, homogénéité du fond (pas de variation visible dans une zone unie), absence de bandes ou trames visibles ; Images quadri : densité de la chromie, fidélité des couleurs (pas trop ternes ou saturées), netteté des éléments graphiques même à petite taille, homogénéité du fond coloré (pas de variation visible dans une zone colorée unie), absence de bandes ou trames visibles.

- Couverture :

Densité de la chromie, fidélité des couleurs (pas trop ternes ou saturées), netteté des éléments graphiques même à petite taille, homogénéité du fond coloré (pas de variation visible dans une zone colorée unie), absence de bandes ou trames visibles, qualité du rendu pour les titres / le texte de 4e de couverture, alignement dos/plat/4e de couverture (bons repères de pliage, texte bien centré, symétrie et verticalité respectées, pas de déformation), rendu du pelliculage (pas de bulles, pas de rayures ou reflets indésirables).

- Façonnage :

Coupe nette et régulière (pas de dents, pas de fibres visibles ou de décalage), dimensions respectées à ± 1 mm près, solidité de la reliure (aucune page qui se décolle ou bouge, test de feuilletage), alignement et marges respectées (pas de décalage vers le haut/bas ou gauche/droite du bloc intérieur ni de la couverture), bonne ouverture du livre (fluide sans forcer, pas de rigidité excessive), absence de résidus ou traces (colle, saletés).

Les beaux livres et cahiers illustrés d'UGA Éditions, relevant de prestations particulières différentes de celles indiquées ci-dessus, ne sont pas concernés par les présents accords-cadres.

Afin de limiter son impact écologique, UGA Éditions souhaite adapter ses tirages au plus proche des besoins estimés ; dans le cas du lot 1, les commandes devront ainsi pouvoir être effectuées par paliers de 25 exemplaires.